



BOITE POSTALE 727 N'DJAMENA - TCHAD
 Tél. : 00235 22 52 41 45 / 22 52 40 29 Fax : 00235 22 52 41 37
 E-mail : cab@cblt.org; cblt.lcbc@gmail.com

TERMES DE REFERENCE POUR LA REALISATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE DE LA 2^{ème} PHASE DU PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIOECONOMIQUE DES GROUPES VULNERABLES DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD (PARSEBALT)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), avec son siège situé à N'Djamena, au Tchad a été créée par la convention de Fort Lamy (actuelle N'Djamena) le 22 mai 1964 par les quatre pays riverains du lac Tchad à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. La République Centrafricaine a adhéré en 1994 et la Libye a été admise en 2008.

Le mandat de la Commission comprend la gestion du lac Tchad et de ses ressources en eau partagées, la préservation des écosystèmes du Bassin et la promotion de l'intégration régionale, de la paix, de la sécurité et du développement dans le Bassin du lac Tchad.

Le Bassin du Lac Tchad est situé dans le Sahel, à l'extrême sud du Sahara, mais largement alimenté par les précipitations des zones tropicales humides au sud. Le bassin topographique couvre une superficie d'environ 2.500.000 km². Il est partagé entre l'Algérie, la Libye, le Cameroun, le Nigeria, le Niger, la République Centrafricaine (RCA), le Soudan, et le Tchad. Le bassin conventionnel du Lac Tchad, qui est la zone de juridiction de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), constitue une ressource d'eau partagée et couvre une superficie de 967 000 km² et comprend trois régions du Cameroun, deux régions du Niger, six états fédérés du Nigeria, trois régions de la RCA et une large partie du Tchad.

Ce bassin possède une riche biodiversité qui permet aux communautés de développer des activités productives fondées sur la pêche, l'agriculture et l'élevage. Le Lac Tchad et ses écosystèmes sont d'un intérêt stratégique immense pour toute la région. Il s'agit d'un écosystème fragile et vulnérable, exposé aux changements hydrologiques, qui pourraient être amplifiés par le changement climatique et à une croissance démographique rapide.

Le Bassin du Lac Tchad est aussi une zone en crise depuis l'apparition de la secte Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria en 2009, avec des exactions atroces qui ont causé plus de 33.000 morts en dix ans, 2,3 millions de déplacés et 200.000 réfugiés.

Il résulte de ces situations que 10,7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, et 515.000 enfants souffrent de malnutrition sévère selon les Agences du système des Nations Unies. La région est également une zone où la proportion des jeunes reste élevée. Parmi les défis majeurs auxquels font face la jeunesse, figure le chômage, le sous-emploi, le manque de compétences et d'éducation appropriée, la pauvreté, le faible accès au capital, etc. En somme, la situation socio-économique des jeunes se résume souvent à la vulnérabilité, consécutive à un manque ou une perte d'emploi, à l'accès limité à l'information sur les opportunités d'affaires ou d'emploi, à un manque de moyens financiers ou du minimum vital, se traduisant par une grande pauvreté, par une rupture plus ou moins brutale avec la société, avec la vie sociale en général.

Face à ces défis, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a sollicité et obtenu de la Banque Africaine de Développement (BAD) le financement du Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Groupes vulnérables dans le Bassin du Lac Tchad (PARSEBALT). D'un coût global de 3,09782 millions UC. Le projet est financé par un prêt du FAD de 8 millions UC au Cameroun, un don FAD de 2,5 millions UC à la Centrafrique, un don FAD de 2,5 millions UC au Tchad et une contribution du Gouvernement Camerounais de 0,09782 millions UC.

Ce projet sous forme de phase pilote a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans le bassin du Lac Tchad, par la réinsertion sociale et économique des populations les plus affectées par l'insécurité et les aléas climatiques dans le bassin. De manière spécifique, le projet vise à : (i) lutter contre le chômage et l'oisiveté des jeunes, en améliorant l'offre de formation et son adéquation avec les besoins économiques locaux ; (ii) redynamiser les activités économiques dans la région, en promouvant et en accompagnant la structuration des groupements économiques des femmes et des jeunes ; (iii) organiser des formations civiques pour les populations, pour renforcer leur esprit patriotique et leur sens civique ; et, (iv) renforcer les capacités de résilience et d'adaptation aux changements climatiques des populations, grâce à l'augmentation de leurs revenus et à la sensibilisation sur la sécurité, l'environnement et les fléaux sociaux. Le projet est bâti sur les trois composantes suivantes : (A) Renforcement des capacités institutionnelles et des bénéficiaires ; (B) Appui à la réinsertion sociale et aux activités économiques des bénéficiaires ; et, (C) Gestion du projet. Au-delà des contextes spécifiques des pays, toutes les interventions du projet ont été conduites dans des approches et avec des résultats différents. La mise en œuvre de cette phase pilote du projet a permis de renforcer les capacités des services étatiques et des bénéficiaires en plus des activités d'appui à la réinsertion socioéconomique des femmes et des jeunes.

Face à l'insécurité et aux effets néfastes des changements climatiques, les besoins des populations vulnérables s'avèrent énormes pour accompagner les gouvernements des pays membres de la CBLT dans le processus de stabilisation de la zone.

La première phase de mise en œuvre du PARSEBALT étant considérée comme une opération pilote et compte tenu de la situation très préoccupante du bassin, la CBLT et la banque ont convenu d'une deuxième phase du Projet.

En tirant les leçons et expériences de toutes ces interventions, la CBLT a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour préparer la 2^{ème} phase du Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Groupes vulnérables dans le Bassin du Lac Tchad (PARSEBALT II) dont l'objectif global sera de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations du bassin du Lac Tchad affectées par l'insécurité et les aléas climatiques à travers le renforcement des capacités de leur résilience face aux multiples conflits et changements climatiques. Le projet visera entre autres à appuyer en équipements, en infrastructures sociales de base, en chaîne de valeurs des ressources naturelles, en formations professionnelles et en cohésion sociale afin de contribuer à la promotion de la paix.

C'est dans cette optique que les présents termes de référence sont élaborés pour le recrutement d'un cabinet devant s'occuper de l'étude pour une deuxième phase du projet PARSEBALT qui devra s'étendre aux cinq pays du bassin du Lac Tchad.

2. OBJECTIFS DES ETUDES

L'objectif global de la prestation à confier au consultant vise à faire élaborer une étude de faisabilité de la deuxième phase du PARSEBALT au niveau de chaque pays bénéficiaire.

De façon spécifique, ces études visent à :

- Faire l'état des lieux de la situation des équipements et infrastructures sociales de base existantes dans la zone de couverture du projet en matière de santé, de l'éducation et de l'hydraulique,
- Identifier les besoins additionnels en infrastructures et en équipements des populations dans ces domaines à prendre en compte dans la deuxième phase ;
- Faire l'état des lieux des besoins en formations dans la production, transformation et le développement de la chaîne de valeurs des produits agro-sylvo-pastorale,
- Renforcer la résilience des populations face à la vulnérabilité et aux effets du changement climatique ;
- Identifier les mesures d'intégration régionale pour renforcer la CBLT, en prenant en compte toutes les initiatives passées et en cours et en s'assurant de toutes les synergies,
- Capitaliser les résultats de la première phase du PARSEBALT afin de tirer des leçons et identifier les points d'amélioration à apporter par la deuxième phase.
- Proposer un outil de financement des microprojets, adapté aux réalités socio-économiques de la zone d'intervention du projet, orienté vers les jeunes et les femmes ;
- Faire des études technique et architecturale des infrastructures à réaliser ;
- Faire des études d'impacts environnemental et sociale,
- Définir l'implication de genre dans l'élaboration du projet,

3. RESULTATS ATTENDUS

Les rapports des études, comportant tous les détails décrits ci-dessus dans les objectifs spécifiques, sont élaborés et disponibles au niveau de la CBLT.

- Les états de lieu e la situation des équipements et infrastructures sociales de base existantes de chaque pays disponible,
- Les états de lieu de besoins additionnels en infrastructures et en équipements ainsi que les priorisations,
- L'inventaire sur les besoins en formation et les priorisations disponible,
- Les modalités de mise en œuvre de microfinance disponible,
- Les études architecturale et techniques ainsi que les études environnementale et sociale sont disponibles,
- Les mesures d'intégration régionale identifiés,
- Une cartographie des interventions en cours dans les secteurs et les zones couvert par le projet au niveau de chaque pays,
- Un document de la prise en compte de genre est disponible.

4. LIVRABLES

Au terme des études, il est attendu la production de document :

- Le rapport d'étude de faisabilité du projet de chaque pays et un rapport régional (tous les rapports du Nigeria devrais être en anglaise et le rapport régional consolide doit être disponible en deux langues à savoir française et anglaise) ;
- Les études architectural et technique des infrastructures à réaliser ;
- Les rapports d'étude environnementale et sociale, les PGES ainsi que les NIES qui en découle ;

5. PROFIL DU CABINET

Le cabinet doit avoir au moins quinze (15) ans d'ancienneté et une expérience cumulée d'au moins cinq (5) missions similaires dans la conduite des études de faisabilité des projets sociaux et une équipe des experts ayant l'expérience et les qualifications ci-après :

1. Un Chef de mission

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en sociologie, économie, gestion, génie rurale ou toute autre diplôme connexe ;
- Expérience professionnelle d'au moins quinze (15) ans dans le domaine de la préparation, évaluation et de développement des projets sociaux financés par les bailleurs de fonds (BAD, BID, BM, etc.) ;
- Avoir au moins trois (3) expériences similaires en tant que chef de mission ;
- Être familier des environnements fragiles et de conflits ;
- Connaissances et expertises techniques et sectorielles dans les domaines de l'appui institutionnel, de renforcement de la résilience et de développement locale ou de l'assistance technique ;
- Disposer des compétences solides en matière de recherche, y compris la capacité d'analyser des données, les interpréter et à produire des rapports ;
- Avoir une expérience dans la région du Bassin du lac Tchad serait un atout ;
- Avoir une très bonne connaissance en français et en anglais.

2. 05-Experts socio économiste (à raison d'un expert par pays)

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en économie, agroéconomie ou toute autre diplôme connexe ;
- Expérience professionnelle d'au moins quinze (15) ans dans le domaine de la préparation, évaluation et de développement des projets sociaux financés par les bailleurs de fonds (BAD, BID, BM, etc.) ;
- Avoir participé à au moins deux (2) expériences similaires comme expert socio économiste ;
- Être familier des environnements fragiles et de conflits ;
- Disposer d'une capacité de collecte, d'analyse et, d'interprétation des données ;
- Avoir une expérience dans la région du Bassin du lac Tchad serait un atout ;
- Avoir une très bonne connaissance en français et anglais pour le Nigeria ;

3. 02-Experts en Architecture

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en architecture ;
- Expérience professionnelle d'au moins dix ans (10) dans la conception et suivi des travaux des infrastructures sociales tel que salle de classe, centres de sante intégrer etc. ;
- Maîtrise des logiciels d'architecture (par exemple AutoCAD, Revit, SketchUp) et connaissance des codes et réglementations en matière de construction ;
- Expérience spécifique d'au moins cinq ans (5) de la consultation dans la conception d'infrastructures locale ;
- La capacité d'analyser et d'interpréter des données, d'évaluer les besoins du projet et de fournir des recommandations ;
- Avoir une très bonne connaissance de français et anglais serait un atout

4. 02-Experts en microfinance/financier

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en finance, en économie ;
- Certifications professionnelles liées à la finance, à la microfinance ou à l'investissement à impact social serait en atout ;
- Expérience professionnelle d'au moins dix ans (10) dans le domaine de la gestion de projets de microfinance, y compris la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes ;
- Expérience spécifique d'au moins cinq ans (5) de travail avec des modèles de microfinance, des produits financiers (prêts, épargne, assurance), de l'analyse financière et de l'évaluation des risques ;
- Connaissance approfondie de l'économie du développement, des stratégies de lutte contre la pauvreté, de l'évaluation de l'impact social et de concevoir des programmes qui répondent aux besoins des populations locale ;
- Avoir une très bonne connaissance de français et anglais serait un atout ;

5. **02- Experts en genre et inclusion sociale**

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en sciences sociales, en études de genre, en développement international, en administration publique ou dans un domaine connexe ;
- Expérience avérée d'au moins dix ans (10) dans le domaine de l'intégration des questions de genre et d'équité sociale dans les politiques, les programmes et les projets de développement ;
- Expérience spécifique d'au moins cinq (5) ans dans la gestion ou le soutien de projets axés sur l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et les droits de l'homme. Cela inclut la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets ;
- Expérience d'au moins (2) ans de la collaboration directe avec des communautés marginalisées ou dans des contextes culturels divers afin de comprendre leurs besoins et défis spécifiques ;
- Des compétences solides en matière de recherche, y compris la capacité à mener des évaluations de l'impact social et du genre, à collecter et à analyser des données, et à produire des rapports et des recommandations ;
- Avoir une très bonne connaissance de français et anglais serait un atout

6. **02-Experts Environnementaliste**

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en sciences de l'environnement, en écologie, en ingénierie environnementale ou dans un domaine connexe ;
- Expériences avérées d'au moins quinze (15) ans dans la gestion ou le soutien de projets environnementaux, y compris la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives liées à la sauvegarde de l'environnement ;
- Avoir participer à au moins trois (3) expériences/missions dans les réalisations d'EIES ;
- Avoir participer à au moins trois (3) expériences/missions dans l'élaborations des PGES ;
- Avoir participer à au moins deux (2) expériences/missions dans l'élaboration du rapport de NIES ;
- Des compétences solides en matière de recherche, analyse des données ainsi que l'interprétation des données et des tendances environnementales complexes ;
- ;
- Avoir une très bonne connaissance de français et anglais serait un atout

7. 5-Experts en Génie rurale ou civile

- Diplôme d'étude de niveau Bac + 5 en génie civil, génie rural ou d'un domaine connexe ;
- Expériences avérées d'au moins quinze (15) ans dans la réalisation de projets d'ingénierie dans des zones rurales ;
- Expériences spécifiques d'au moins cinq (5) ans dans la gestion ou du soutien de projets d'infrastructure tels que les routes, les systèmes d'approvisionnement en eau, l'irrigation et l'assainissement en milieu rural, impliquant la planification, l'exécution et l'évaluation de travaux d'ingénierie ;
- Capacité à développer des solutions pratiques et innovantes aux problèmes d'ingénierie spécifiques aux contextes ruraux, tels que des solutions d'infrastructure à faible coût ou l'adaptation des conceptions aux matériaux et aux conditions locales ;
- Expériences d'au moins cinq (5) ans dans la conception et la mise en œuvre de projets d'infrastructure adaptées aux besoins des communautés rurales ;
- Avoir une très bonne connaissance de français et anglais serait un atout ;

6. DUREE DE LA MISSION DU CONSULTANT

Il est estimé que la réalisation de cette mission nécessiterait une durée maximum de quatre mois, y compris les délais de validation. Le cabinet fera sa proposition technique et financière sur la base de cette estimation ou du nombre de jours qu'il estime nécessaires pour mener à bien cette mission.

7. LIEU DE LA MISSION DU CONSULTANT

La mission aura lieu au sein de la CBLT, dans les capitales et les portions nationales des états membres de la CBLT notamment le Cameroun, le Niger, le Nigeria la RCA et le Tchad.

8. OBLIGATION DES DEUX PARTIES

8.1. Obligation de la CBLT

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) facilitera les contacts, les visites sur le terrain et veillera à ce que le consultant ait accès à toute la documentation et à toutes les informations disponibles, nécessaires à l'exécution de sa mission. Elle s'assurera que l'exécution des prestations progresse selon le chronogramme établi et prendra toutes les mesures nécessaires pour remédier à des défaillances éventuelles. Elle coordonnera l'examen des projets des documents qui seront soumis par le consultant et préparera en retour les commentaires et les observations éventuels afin de les valider à travers un atelier de validation.

8.2. Obligation du cabinet

Le cabinet sera entièrement responsable de la réalisation de la prestation. Il devra fournir à temps conformément au chronogramme établi et validé de façon consensuelle, les documents provisoires pour la revue et les documents finaux de la prestation en versions française et anglaise.